

SOCIETE DES NATIONS.

C. 118. 1931.

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION

INTELLECTUELLE.

R A P P O R T

A LA COMMISSION INTERNATIONALE DE COOPERATION

INTELLECTUELLE SUR LA QUATRIEME CONFERENCE

DES INSTITUTIONS POUR L'ETUDE SCIENTIFIQUE

DES RELATIONS INTERNATIONALES,

tenue à Copenhague, du 8 au 10 juin 1931.

REPORT OF THE

U. S. DEPT. OF AGRICULTURE

INVESTIGATION OF THE

INDUSTRY

REPORT

U. S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE

INVESTIGATION OF THE

INDUSTRY

REPORT

U. S. DEPARTMENT OF AGRICULTURE

La Quatrième Conférence annuelle des représentants des institutions pour l'étude scientifique des relations internationales s'est, sur l'invitation de l'Institut danois d'histoire et des sciences économiques, réunie du 8 au 10 juin 1931, dans le Palais du Parlement à Copenhague.

On trouvera ci-après la liste des institutions membres de la Conférence qui ont été représentées, avec l'indication de leurs délégués respectifs.

Institutions internationales :

Académie de droit international de La Haye

M. le Dr. E.N. van Kleffens,
M. le Dr. Mazel, Secrétaire du
Conseil d'administration.

Bureau d'études internationales, Genève.

M. le Professeur Alfred Zimmern,
Directeur.

"Institute of Pacific Relations", Honolulu.

M. E.C. Carter, Secrétaire du
Conseil américain de l'Institut.

Institut universitaire des hautes études internationales, Genève.

M. Paul Mantoux, Directeur.

Institutions nationales :

Allemagne

M. le Prof. Otto Hoetzsch, Président de la
Commission allemande de coordination.
M. le Prof. Ernst Jäckh, Président de la
"Deutsche Hochschule für Politik", Berlin.

Danemark

M. le Dr. P. Munch, Ministre des Affaires
Etrangères, Président du Comité national
danois de Coopération intellectuelle.
M. Enevold Sørensen, représentant de l'Institut d'histoire et des sciences économiques, Copenhague.

France

M. le Prof. L. Eisenmann, Secrétaire de la
Commission française de coordination.

Grande-Bretagne

M. le Prof. H.A. Smith, de la "London School
of Economics and Political Science".
M. F.B. Bourdillon, Secrétaire de la Commission
britannique de Coordination.

Italie

M. le Prof. Giannino Ferrari, Recteur de
l'Université de Padoue, représentant de la
Commission italienne de coordination.

Pologne M. le Dr. G. Pogonowski, représentant de la Commission polonaise de coordination.

Roumanie M. Ch. Vladesco-Racoassa, Secrétaire de l'Institut social roumain, Bucarest, représentant de la Commission roumaine de coordination.

Tchécoslovaquie M. le Dr. V. Joachim, Directeur-adjoint de l'Ecole des sciences politiques, Prague.
M. le Dr. V. Renes, Secrétaire de l'Ecole.

Une institution internationale, le centre européen de la dotation Carnegie pour la paix internationale, Paris, et les trois centres nationaux d'Autriche, du Canada et des Etats-Unis d'Amérique (à savoir : l'Académie consulaire de Vienne, le "Canadian Institute of International Affairs" et l' "American Council on Foreign Relations") n'étaient pas représentés à cette Conférence. En plus de ses membres réguliers, la Conférence a également bénéficié cette année de la présence de trois groupes de nouveaux participants. Conformément à une décision du Comité exécutif, des représentants des conseils australien et néo-zélandais de l' "Institute of Pacific Relations", en la personne de M. Tristan Buesst et de M. le Prof. A.G.B. Fisher, ont assisté aux séances en qualité d' "observateurs", pour le compte de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ; M. le Dr. van Hasselt, chef de la section juridique de l'Institut intermédiaire international de La Haye, représentait cette institution en qualité d'observateur pour le compte des Pays-Bas. Etaient également présents deux experts désignés comme rapporteurs pour certains points de l'ordre du jour de la Conférence, M. le Prof. Arnold J. Toynbee et M. le Prof. W. Haas. Le Secrétariat de la Société des Nations était représenté par M. le Dr. G. Kullmann et Melle Hallsten-Kallia ; l'Institut international de Coopération intellectuelle par M. Henri Bonnet, Directeur, M. le Dr. Werner Picht, MM. F. Chalmers Wright et Charles Mercier. Enfin, la Conférence a bénéficié de la présence d'une délégation du Sous-Comité d'experts pour l'enseignement à la jeunesse des buts de la Société des Nations ; cette délégation, à la suite de résolutions adoptées l'an dernier par le Comité et par la Conférence, avait été désignée par le Président de ce Comité pour siéger avec trois membres de la Conférence.

Sur les trois membres de cette délégation, deux, M. le Professeur Gallavresi et M. le Dr. Schellberg, n'avaient pas participé régulièrement à la Conférence; aussi, leur présence était-elle particulièrement appréciée en ce sens qu'elle instituait une collaboration effective que l'on espère voir se maintenir désormais entre les organismes qui se consacrent à l'étude scientifique des relations internationales et les autorités compétentes en matière d'organisation de l'enseignement public. Ce Comité mixte a tenu deux séances pendant la session de la Conférence. La délégation de la Conférence était composée du Dr. Munch, du professeur Eisenmann et de M. E.C. Carter. Les séances ont été présidées par le Dr. Munch. Le rapport sur les débats de ce Comité a été présenté à la Conférence par M. Carter; à la suite de ces débats, une résolution spéciale a été adoptée. Etant donné que les propositions contenues dans cette résolution font l'objet d'un rapport séparé du professeur Gallavresi, il est superflu de les exposer dans le présent rapport. Qu'il suffise de dire que les échanges de vues qui ont eu lieu au sein du Comité mixte et qui ont abouti à la recommandation de deux projets d'ordre pratique sur des points communs aux deux parties, ont démontré la valeur de la coopération ainsi établie.

En dehors de la réunion de ce Comité mixte, le fait le plus saillant de la Conférence a été la décision de consacrer à l'avenir une plus grande attention à la discussion des idées et des problèmes ayant trait aux relations internationales. La Conférence a atteint une phase de son évolution où elle est mûre pour cette nouvelle forme de son activité. L'organisation des méthodes de coopération, qui l'a nécessairement occupée à ses débuts, se trouve désormais poussée presque au plus haut degré où il était possible à la Conférence et à son Secrétariat de la porter. Il n'est pas douteux qu'il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine: les centres nationaux sont

très diversement outillés pour leurs tâches multiples et seulement un petit nombre d'entre eux peuvent répondre à toutes les obligations que leur ont imposées les résolutions successives des diverses conférences. Mais des améliorations se produiront grâce aux efforts fournis dans les divers pays et à l'expérience pratique des bienfaits de la coopération plutôt que par une répétition des discussions passées. Dès cette année, on a pu voir que les questions administratives de l'ordre du jour ont été réglées plus rapidement qu'auparavant et l'on doute qu'il y ait de nouveaux motifs d'une importance suffisante pour justifier la nécessité de tenir une réunion annuelle. L'expérience que l'on a tentée en ajoutant un débat d'ordre intellectuel au programme de la Conférence et qui a pris cette année la forme d'un exposé du Professeur Toynbee, a été suivie de deux propositions ayant pour objet de donner à cette innovation une suite dans l'avenir. Le Professeur Toynbee lui-même, à qui la Conférence doit une grande reconnaissance pour sa remarquable étude sur "l'Evolution des questions internationales depuis la guerre", a proposé que la Conférence entreprît la discussion systématique des problèmes qui sont à la base des relations internationales, avec la possibilité d'inviter des institutions privées à entreprendre des recherches déterminées. M. E.C. Carter fort de la précieuse expérience que possède dans ce domaine "l'Institute of Pacific Relations" a envisagé un plan légèrement différent: la création d'un institut des relations internationales pour l'Atlantique nord, chargé de procéder à des recherches par l'intermédiaire de conseils nationaux qui entreraient dans sa composition. A la suite d'une discussion sur ce point, il a été décidé de s'en tenir, pour le moment, aux rouages existants et de les utiliser en vue de l'organisation d'une réunion spéciale d'étude, d'un caractère expérimental. Les questions de détail ont été laissées au soin du Comité exécutif et d'un Comité travaillant sous les ordres de ce dernier à l'établissement d'un programme.

D'autre part, la discussion a porté sur le projet de lexique des termes politiques, dont des articles ont été soumis à la Conférence à titre de spécimens. Il a été décidé que les centres nationaux des cinq pays intéressés (Allemagne , Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne et Italie) s'efforceraient d'établir des accords en vue de la préparation des quatre éditions nationales. En conséquence, on devrait l'année prochaine assister aux premières manifestations de la réalisation pratique de ce projet.

Il faut mentionner spécialement la discussion qui a eu lieu à la suite de la proposition formulée, à propos de la prochaine conférence du désarmement, par M. le Prof. Toynbee dans son exposé, et tendant à l'organisation, au cours de l'automne prochain, d'un échange, entre les institutions représentées à la Conférence, d'orateurs chargés de parler de la question du désarmement. Les membres de la Conférence ont été unanimement d'accord sur les perspectives précieuses qu'ouvrait, d'une manière générale, l'organisation systématique de tels échanges d'opinion et sur la nécessité de donner suite à la proposition précise du Prof. Toynbee. Il y a eu toutefois quelques divergences d'opinion sur la question de savoir si la résolution rédigée sur ce point devait faire une allusion directe à cette proposition; les uns ont estimé que, s'il en était fait mention, il pourrait en résulter des erreurs de conception quant à la nature de la Conférence et des institutions qui y sont représentées. Les autres ont estimé qu'un échange de ce genre, organisé dans un esprit strictement objectif, constituait exactement une de ces formes d'activité que la Conférence devait encourager ouvertement. Il a été finalement décidé de supprimer dans la résolution toute allusion directe à la question du désarmement, le rapporteur étant chargé d'expliquer très nettement dans son rapport la nature de la discussion qui a porté sur ce point et le sens de la résolution qui a été finalement adoptée.

Il a été présenté à la Conférence des exemplaires imprimés du "Répertoire international de centres de documentation politique" et des exemplaires ronéographiés de la "Liste des annuaires et périodiques", établis par son Secrétariat. L'Institut a été invité à poursuivre sa tâche dans ce domaine en recueillant des matériaux relatifs à l'échange de professeurs d'université spécialistes des questions de relations internationales et autres sujets analogues.

Le Rapporteur :

(signé) Alfred Zimmermann.

11

Il a été décidé à la Commission des études

impériales de "déposer" l'ensemble des documents

politiques et des études historiques de la "Librairie

impériale" établie par son correspondant à Paris

à la suite d'un voyage en France pour des raisons

de santé et de la nécessité de l'ouvrage de l'histoire

de la France des questions de relations internationales et

de la France.

Le rapport :

(Annexes) : 1. Le rapport.

1. Le rapport.